



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément à CPS n° 40

20 juin 2010

Pour obtenir le RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET DE LOI SARKOZY

Il faut affronter et vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth

La responsabilité des directions syndicales (CGT, FO, FSU) est totale.

Elles doivent convoquer dès maintenant une:

MANIFESTATION NATIONALE, CENTRALE, DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lors de la discussion du projet de loi pour en empêcher l'adoption

Pour les travailleurs, la seule réponse possible c'est : retrait pur et simple du projet de loi Sarkozy-Woerth

Chaque mesure du projet de loi rendu public le 16 juin par Woerth au nom de Sarkozy constitue un coup brutal :

Liquidation du droit à partir en retraite à 60 ans, liquidation du droit à une retraite pleine à 65 ans (vers les 67 ans), nouvel allongement de la durée de cotisation, ou encore d'acquis bénéficiant aux femmes travailleuses...

Qui plus est un comité de suivi serait mis en place, lequel pourrait à tout moment prendre de nouvelles mesures financières en cas de « déséquilibres des comptes » !

Pour les fonctionnaires, le gouvernement met en place la baisse des salaires via l'augmentation progressive de leur « cotisation » retraite de près de 3%. Il liquide le minimum garanti dans la fonction publique ce qui signifierait pour les plus basses pensions une baisse moyenne de 140 euros par mois. Première traduction : le secrétaire d'Etat Tron déclare qu'il va remettre en cause la minuscule hausse de 0,5% du point d'indice prévue ce 1^{er} juillet.

Inutile d'aller plus avant dans le détail: si ce projet de loi passait il signifierait une aggravation des conditions d'existence de dizaines de millions de travailleurs et de retraités.

Mais ce serait aussi un point d'appui politique pour le gouvernement qui lui servirait d'appui d'autres mesures plus brutales encore. Le gouvernement Sarkozy est sous la pression de la « grande crise » du capitalisme dont l'intensité ne se dément pas, alors que l'Etat grec est officiellement considéré comme « pourri » ou que les banques espagnoles sont au bord de l'asphyxie, que la France ou l'Angleterre ont atteint des niveaux ahurissants de déficits et d'endettement, tandis que « l'Union Européenne » est plus que jamais divisée.

Il lui faut redoubler de mesures anti ouvrières pour tenter de reporter une banqueroute inéluctable. Ce sont des coupes budgétaires sans précédent qui s'annoncent, dans tous les domaines, comme l'a annoncé le secrétaire de l'Elysée au *Financial Times*. Le gouvernement hâte le pas : le 13 juillet le conseil des ministres adoptera le projet de loi, lequel sera présenté à partir du 7 septembre à l'Assemblée nationale.

La défense des intérêts des ouvriers, des employés, des travailleurs de la fonction publique, de l'avenir de la jeunesse exige que ce projet de loi soit retiré. Mais que veulent les directions syndicales ?

Pour le retrait pur et simple du projet de loi du gouvernement, ni « réécriture », ni concertation, assez du « dialogue » permanent qui a pavé la voie au gouvernement

C'est un fait : la direction CGT refuse de revendiquer le retrait pur et simple du projet de loi. Elle parle de le « réécrire » (Eric Aubin) – comme si le gouvernement Sarkozy pouvait mener une politique favorable aux salariés ! Gouvernement du grand capital (Bettencourt!), qui utilise à fond les dispositions, antidémocratiques, de la bonapartiste 5^{ème} république, sans équivalent dans aucun autre pays impérialiste.

Thibault (CGT) a été acclamé au congrès de la CFDT alors que ce congrès votait pour l'allongement de la durée de cotisation et pour l'alignement (à la baisse) du régime du secteur public sur celui du privé. L'intersyndicale qui appelle à manifester le 24 juin ne revendique pas le retrait du projet. Et Chérèque rencontre Woerth pour affiner avec lui les détails du projet de loi ! Quant à Mailly (FO), s'il parle de retrait, c'est pour couvrir sa politique de division que l'initiative du 15 juin a concentrée.

Les travailleurs le sentent: pour faire rentrer au gouvernement son projet dans la gorge, il faut l'affronter et le vaincre.

Or, par delà leurs nuances, le point commun des positions des directions confédérales et fédérales CGT FO et FSU c'est le

refus d'un tel affrontement. Ils peuvent bien maugréer sur le calendrier du gouvernement (« ce n'est pas courageux » - Bernard Thibault) : ils l'ont eux-mêmes négocié lors du sommet social de février dernier à l'Elysée. Et ils ont tous participé à toutes les séances de discussion, concertations, tractations, du ministère à l'Elysée (encore le 10 mai dernier dans un autre « sommet social »), ainsi que les PS, PCF, etc. En mai, quand le « document d'orientation » gouvernemental a été publié, au Conseil National de la FSU, les dirigeants des principales tendances syndicales (liés au PCF, au PG, au NPA ou au POI) se sont opposés ou ont refusé de soutenir l'exigence du retrait du projet de réforme ! Idem au congrès de la CGT RATP ferré fin mai.

Quand les dirigeants CGT ou autres refusent de revendiquer le retrait de la « réforme » Sarkozy, c'est au nom du fait qu'il serait nécessaire de « réformer » les retraites, sujet sur lequel ils ont des « propositions » plein la bouche, de la taxation des dividendes (CGT, FSU, PS, PCF, PG, NPA), à la hausse de la CSG et des cotisations salariales retraites (FO ou PS). Mais les différents régimes de retraites n'ont pas besoin de « réforme ».

Ce ne sont pas les régimes de retraite qui sont malades, c'est le capitalisme ... et il est incurable

L'ensemble des appareils syndicaux, leurs satellites, ainsi que le PS, le PCF ou le PG, s'appuient sur le « diagnostic partagé » établi dans le cadre du Conseil d'Orientation des Retraites entre gouvernement, Medef et directions syndicales. Tous glosent sur le « choc démographique » de ... 2050 (!) qui nécessiterait de « nouveaux financements ». Que le gouvernement Sarkozy fait bien entendu reposer sur ceux qui seraient somme toute coupables de vivre plus longtemps !

Mais le problème, ce ne sont pas les régimes de retraite, ce n'est pas la démographie, ce sont les exonérations patronales. C'est le chômage qui explose sous le choc de la crise capitaliste, et qui touche notamment de plein fouet la jeunesse. Le problème ce sont les salaires comprimés qui eux aussi privent de ressources les caisses de retraite.

Le gouvernement, lui, verse des dizaines de milliards d'euros aux patrons sous forme d'allègement de charges, de baisse d'impôts, d'aides et subventions en tout genre (baisse de la TVA dans la restauration, suppression de la taxe professionnelle, aides aux patrons de l'automobile, etc.).

Il offre des milliards et des milliards aux plus riches dont les impôts n'ont cessé de baisser. Il dépense des milliards en armement et opérations de guerre...

Alors les directions syndicales seraient parfaitement fondées à exiger : que l'Etat, que le patronat, payent !

Pour autant, il ne faut pas cacher la vérité : pour le régime capitaliste en crise, qui chancelle au bord du gouffre de la faillite financière, la persistance d'acquis ouvriers est intolérable. Les attaques contre les régimes de retraite,

d'assurance-chômage, contre les services publics, pleuvent dans toute l'Europe.

Pourtant, les dirigeants syndicaux CGT FSU et de partis (PS, PCF, PG NPA) ont publié une tribune dans *Le Monde* où ils affirment que leurs propositions ne « mettraient pas en péril la compétitivité des entreprises » (signé entre autres par Buffet et Besancenot) ! C'est dans la continuité de ce que « l'intersyndicale » serine depuis l'ouverture de la crise en 2008, quand elle s'est constituée. Et c'est au nom de ce refus unitaire de toucher au capitalisme, à la propriété privée des banques et des moyens de production, qu'ils ont discuté de bout en bout la contre-réforme des retraites du gouvernement !

Or c'est le contraire qui est vrai : le capitalisme est incompatible avec le maintien des acquis les plus primordiaux, les plus vitaux. Si l'on veut assurer le droit au travail, il faut baisser massivement le temps de travail jusqu'à embauche de tous les chômeurs, sans diminution des salaires ni flexibilité.

Cela implique de rompre avec la loi du profit, d'organiser la production de manière rationnelle, en fonction des besoins des masses (logement, santé, etc.), selon un plan de production élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs.

Seul un gouvernement révolutionnaire, ouvrier, engageant l'expropriation des principaux groupes industriels et d'abord financiers, pourrait impulser une telle politique, sur la voie qui mène au socialisme, c'est-à-dire aux Etats Unis Socialistes d'Europe. C'est sur cette perspective, et non pas celle de la « régulation » du système capitaliste pourri jusqu'aux tréfonds, qu'il faut combattre et s'organiser. Et pour commencer : combattre, vaincre et défaire le gouvernement Sarkozy.

Il reste peu de temps : les directions syndicales CGT, FO, FSU, doivent convoquer pour début septembre la manifestation centrale à un million et plus à l'Assemblée pour le retrait du projet gouvernemental

Après la nouvelle journée d'action sans revendications du 24 juin, les dirigeants syndicaux vont tous se retrouver, FO compris, le 29 juin. Les organisations syndicales ouvrières, enseignantes, appartiennent aux travailleurs, pas aux appareils bureaucratiques qui les dirigent : l'exigence doit monter tant que cela sera possible, et le plus tôt sera le mieux, que soit convoquée par la CGT, FO et la FSU, dans l'unité,

une manifestation nationale, centrale, en masse, à l'Assemblée nationale au moment de l'examen du projet de loi sur les retraites, pour son retrait.

Face à la majorité parlementaire UMP (en déroute aux régionales) doit se dresser la majorité des travailleurs de ce pays. Les travailleurs ont la force d'empêcher le vote de cette loi. Ils peuvent en imposer le retrait. A condition que cette force ne soit pas dilapidée, éparpillée, faute de revendication, faute de centralisation, faute de vouloir affronter le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Là est la responsabilité des directions syndicales. Aucune illusion n'est permise : d'elles-mêmes elles continueront sur la même lancée que celle qui leur a fait mettre sous l'étouffoir la volonté de combat des millions de manifestants de janvier et

mars 2009. Déjà les initiatives en tout sens se mettent en place (ainsi une grève à l'appel du Snes dans le 2nd degré pour le 6 septembre) pour assurer au gouvernement que les oppositions à son projet de loi seraient pulvérisées à la rentrée.

Il est indispensable de s'organiser pour en finir avec la capitulation systématique que « l'intersyndicale » orchestre, en finir avec le « dialogue social » avec le gouvernement, pour exiger le retrait pur et simple de son projet, pour imposer le front unique des organisations syndicales dans la manifestation en masse devant et contre l'Assemblée nationale UMP.

Une victoire contre le gouvernement Sarkozy-Fillon sur les retraites mettrait immédiatement à l'ordre du jour le combat pour le chasser, pour un gouvernement du Front Unique des organisations issues du mouvement ouvrier, dont les travailleurs exigeraient la satisfaction des revendications, et donc les mesures immédiates contre le capital financier qui le permettent.

C'est sur cette orientation qu'invitent à combattre et s'organiser les militants du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.